

Mémorial
du
Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial
des
Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 3 décembre 1932.

N^o 65.

Samstag, 3. Dezember 1932.

Instructions du 29 novembre 1932, relatives à l'exécution de l'arrêté ministériel du 26 mai 1932, sur le régime des panneaux-réclames.

Par décision du 16 septembre dernier (*Mémorial* n^o 51), un sursis a été accordé jusqu'au 1^{er} juillet 1934 pour l'enlèvement des panneaux-réclames et autres enseignes qui étaient déjà établies lors de la publication du règlement du 26 mai 1932 et dont le maintien n'a pas été autorisé dans la suite, soit pour une des dispenses générales octroyées par la circulaire du 20 juin 1932, soit par une décision spéciale du Gouvernement, Division des Sites et des Monuments nationaux.

La circulaire susdite du 20 juin 1932 accorde, entre autres, une dispense générale pour « toute enseigne ou réclame dont les dimensions, cadre compris, n'excèdent pas un mètre carré et demi » et qui est posée à plat contre une façade quelconque d'un bâtiment situé dans une agglomération; il en est de même lorsque deux ou plusieurs enseignes ou réclames, de même espèce ou de nature différente et dont la surface d'ensemble ne dépasse pas un mètre carré et demi, sont apposées à plat contre la même façade.»

Il en résulte que, lorsqu'une ou plusieurs réclames d'une surface totale inférieure à 1,50 m² sont établies sur une même façade, il n'est pas permis d'y apposer une autre réclame de la même firme ou d'une firme différente, sans autorisation préalable, du moment que par ce fait le maximum de 1,50 m² serait dépassé. Le cas peut se présenter que plusieurs réclames de différentes firmes, avec une surface totale supérieure à 1,50 m², étaient déjà établies contre une même façade à la date du 26 mai 1932. Dans ce cas, pour obvier à toute

Ministerialanweisungen vom 29. November 1932, betreffend die Ausführung des Beschlusses vom 26. Mai 1932, über das Anbringen von Reklametafeln.

Der Beschluß vom 16. September letzthin (Nr. 51 des *Memoriales*) bewilligt eine Frist bis zum 1. Juli 1934 für die Entfernung der bereits bei der Veröffentlichung des Reglementes vom 26. Mai 1932 angebrachten Reklametafeln und -schilder, sofern deren Beibehaltung nicht in der Folge, entweder durch eine der im Rundschreiben vom 20. Juni verfügten allgemeinen Dispense, oder durch einen Sonderentscheid seitens der Regierung, Abteilung für Landschafts- und Denkmalschutz, gestattet worden ist.

Befagtes Rundschreiben vom 20. Juni 1932 gewährt unter andern eine allgemeine Dispense für „alle Schilder und Reklamen, die mit Einschluß „des Rahmens nicht über anderthalb Quadratmeter „groß und auf irgendwelche Fassade eines in einem „Hauskomplex gelegenen Gebäudes flach angebracht sind; daselbe gilt für den Fall, wo auf einer „und derselben Fassade zwei oder mehrere Schilder „und Reklamen derselben Art oder verschiedener „Natur flach angebracht werden, deren Gesamtfläche „nicht über anderthalb Quadratmeter beträgt.“

Hieraus folgt, daß, falls auf einer und derselben Fassade eine oder mehrere Reklameschilder mit einer Gesamtfläche von weniger als anderthalb Quadratmeter sich befinden, die Anbringung einer weiteren Reklame derselben oder einer andern Firma nicht ohne vorherige Ermächtigung gestattet ist, falls dadurch die Höchstfläche von anderthalb Quadratmeter überschritten würde. Es kann vorkommen, daß mehrere Reklamen verschiedener Firmen mit einer Gesamtfläche von über anderthalb Quadratmeter bereits am 26. Mai 1932 auf einer und derselben

contestation, il incombera, avant tout, au propriétaire ou au locataire de l'immeuble de se conformer à la prescription fixant une surface maxima de 1,50 m² pour l'ensemble des réclames. A cet effet il devra, ou bien faire enlever une partie des réclames, pour le 1^{er} juillet 1934 au plus tard, après s'être mis d'accord, le cas échéant, avec les firmes intéressées, ou bien solliciter le maintien des réclames par une demande motivée et étayée de tous les renseignements requis sur la nature et les dimensions des différentes réclames.

En ce qui concerne les réclames non dispensées, dont l'établissement était seulement commencé, mais *non terminé* à la date susindiquée du 26 mai 1932, elles sont à assimiler aux réclames *non établies* au sens du nouveau règlement; elles ne pourront donc être achevées éventuellement qu'en vertu d'une autorisation préalable, laquelle est à rechercher pour chaque cas, selon la procédure inscrite dans le règlement.

Quant aux réclames qui, en suite d'un refus de l'autorisation sollicitée, ont été détruites *avant* l'octroi du délai par la décision susdite du 16 septembre 1932, il sera loisible aux intéressés de les faire rétablir en leur pristin état, à leurs frais, jusqu'à l'expiration du délai (1^{er} juillet 1934).

Toutes les réclames, y compris celles qui devront être enlevées pour le 1^{er} juillet 1934, sont à maintenir en bon état. Les intéressés sont donc autorisés à faire repeindre ou retoucher leurs réclames, à la condition qu'il s'agisse exclusivement de *l'entretien* nécessaire. Pour une *modification* des couleurs, du dessin, du texte ou des dimensions d'une réclame, une autorisation spéciale est à rechercher préalablement par la même voie que pour les réclames à établir nouvellement.

Le Gouvernement provoquera la destruction immédiate, aux frais des intéressés, de toute réclame dont l'entretien laissera à désirer au point de préjudicier à la beauté d'un site ou d'un monument, d'une rue ou d'une localité.

Au cas où les contrats conclus par des sociétés de publicité avec des particuliers expirent avant

l'affaire, il incombera, avant tout, au propriétaire ou au locataire de l'immeuble de se conformer à la prescription fixant une surface maxima de 1,50 m² pour l'ensemble des réclames. A cet effet il devra, ou bien faire enlever une partie des réclames, pour le 1^{er} juillet 1934 au plus tard, après s'être mis d'accord, le cas échéant, avec les firmes intéressées, ou bien solliciter le maintien des réclames par une demande motivée et étayée de tous les renseignements requis sur la nature et les dimensions des différentes réclames.

En ce qui concerne les réclames non dispensées, dont l'établissement était seulement commencé, mais *non terminé* à la date susindiquée du 26 mai 1932, elles sont à assimiler aux réclames *non établies* au sens du nouveau règlement; elles ne pourront donc être achevées éventuellement qu'en vertu d'une autorisation préalable, laquelle est à rechercher pour chaque cas, selon la procédure inscrite dans le règlement.

Quant aux réclames qui, en suite d'un refus de l'autorisation sollicitée, ont été détruites *avant* l'octroi du délai par la décision susdite du 16 septembre 1932, il sera loisible aux intéressés de les faire rétablir en leur pristin état, à leurs frais, jusqu'à l'expiration du délai (1^{er} juillet 1934).

Toutes les réclames, y compris celles qui devront être enlevées pour le 1^{er} juillet 1934, sont à maintenir en bon état. Les intéressés sont donc autorisés à faire repeindre ou retoucher leurs réclames, à la condition qu'il s'agisse exclusivement de *l'entretien* nécessaire. Pour une *modification* des couleurs, du dessin, du texte ou des dimensions d'une réclame, une autorisation spéciale est à rechercher préalablement par la même voie que pour les réclames à établir nouvellement.

Le Gouvernement provoquera la destruction immédiate, aux frais des intéressés, de toute réclame dont l'entretien laissera à désirer au point de préjudicier à la beauté d'un site ou d'un monument, d'une rue ou d'une localité.

Au cas où les contrats conclus par des sociétés de publicité avec des particuliers expirent avant

Fassade angebracht waren. Um jede Streitfrage auszuschalten, ist in diesem Falle der Eigentümer oder Mieter des betreffenden Gebäudes an erster Stelle verpflichtet, die Vorschrift des Reglementes einzuhalten, gemäß welcher die Gesamtfläche der Reklamen nicht über anderthalb Quadratmeter betragen darf. Zu diesem Zwecke muß er entweder vor dem 1. Juli 1934 einen Teil der Reklamen, gegebenenfalls mit Einwilligung der betreffenden Firmen, entfernen lassen, oder unverzüglich ein begründetes Gesuch einreichen, das alle erforderlichen Angaben über Art und Maße der verschiedenen Reklamen enthält.

Was die nicht dispensierten Reklamen anbelangt, deren Anbringung am vorerwähnten Datum vom 16. Mai bereits begonnen, aber nicht beendet war, so liegt es im Sinne des neuen Reglementes daß diese mit den noch nicht bestehenden Reklamen auf gleiche Linie gestellt werden. Die Fertigstellung darf daher nur auf Grund einer vorhergehenden Ermächtigung erfolgen, die für jeden besondern Fall gemäß dem im Reglemente festgelegten Verfahren einzuholen ist.

Falls eine Reklame in Folge der Verweigerung der nachgesuchten Ermächtigung vor Bewilligung der durch obenerwähnten Beschluß vom 16. September 1932 vorgesehenen Frist beseitigt wurde, steht es den Beteiligten frei, dieselbe auf ihre Kosten, innerhalb dieser Frist (bis zum 1. Juli 1934), wieder in ihrem früheren Zustande herzustellen.

Sämtliche Reklamen, auch jene, die bis zum 1. Juli 1934 entfernt werden müssen, sind in gutem Zustande zu erhalten. Die Beteiligten sind daher ermächtigt, ihre Reklamen auffrischen und ausbessern zu lassen, unter der Bedingung, daß es sich lediglich um den notwendigen *Unterhalt* handelt. Bei beabsichtigter *Umänderung* einer Reklame in Bezug auf Farbe, Zeichnung, Wortlaut oder Größe, ist zuvor eine besondere Ermächtigung auf demselben Wege wie für eine neu anzubringende Reklame nachzusuchen.

Die Regierung wird die sofortige Beseitigung — auf Kosten der Beteiligten — einer jeden Reklame veranlassen, deren Unterhalt in dem Maße zu wünschen läßt, daß die Schönheit einer Landschaft oder eines Denkmals, eines Straßen- oder Ortsbildes dadurch beeinträchtigt wird.

Falls die durch Werbegesellschaften mit Privatpersonen abgeschlossenen Verträge vor dem 1. Juli

le 1^{er} juillet 1934, les réclames dont le maintien, après ce délai, a été refusé par le Gouvernement, ne pourront pas être remplacées par d'autres réclames, mais sont à enlever aux frais des intéressés dans le délai d'un mois.

Conformément au vœu du Conseil d'Etat et déférant à la volonté de la Chambre, le Gouvernement est décidé à ne tolérer à l'avenir, dans nos paysages et nos localités, que les réclames qui répondent à un réel besoin et qui se recommandent par leurs dimensions restreintes et leurs couleurs discrètes.

En règle générale, la pose de réclames de firme doit rester limitée à l'immeuble affecté à la firme; les réclames d'une industrie d'intérêt local ne pourront pas être établies en dehors du territoire de la localité ou de la commune; les réclames d'une industrie d'intérêt régional doivent être confinées dans la région en question.

Luxembourg, le 29 novembre 1932.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
Jos. Bech.

1934 ablaufen, dürfen die Reklamen, welche nach dieser Frist verschwinden müssen, nicht durch andere Reklamen ersetzt werden, sondern sind innerhalb eines Monats auf Kosten der Beteiligten zu beseitigen.

Gemäß dem Wunsche des Staatsrates und zufolge dem Willen der Kammer ist die Regierung entschlossen, künftighin in unserm Land- und Ortschaften nur noch jene Reklamen zu dulden, die einem wirklichen Bedürfnis entsprechen und sich durch maßige Größe und bescheidene Farbentöne empfehlen.

Im allgemeinen ist die Anbringung von Firmenreklamen auf das Gebäude zu begrenzen, in dem die Firma untergebracht ist; Reklamen einer Industrie von lokaler Bedeutung können nicht außerhalb des Orts- oder Gemeindegebietes aufgestellt oder angebracht werden; die Reklame einer Industrie mit regionalem Interesse muß sich auf die betreffende Gegend beschränken.

Luxemburg, den 29. November 1932.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.

Avis. — Justice. — Par arrêté grand-ducal du 25 novembre 1932, M. Nicolas-Aloyse *Schreder*, candidat-huissier à Luxembourg, a été nommé huissier à la résidence de Luxembourg. — 28 novembre 1932.

Erratum. — Le nouveau programme de l'examen pour le brevet d'aptitude pédagogique (*Mémorial* n° 64) comprend, pour l'épreuve française, outre les deux rédactions, la traduction d'un texte allemand en français. — 29 novembre 1932.

Avis. — Jury d'examen. — Le jury d'examen pour le droit se réunira en session ordinaire du 19 décembre 1932 au 19 janvier 1933, dans une des salles du Palais de justice à Luxembourg, à l'effet de procéder à l'examen de Mlles Berthe *Gehlen* de Luxembourg, Marthe *Glesener* de Wiltz, MM. Pierre *Bauler* d'Ettelbruck, Joseph *Beffort* de Luxembourg, Roger *Cahen* de Luxembourg, Nicolas *Haas* de Gœtzange, Pierre *Majerus* de Rosport, Pierre *Metzler* de Luxembourg, Emile *Neuman* de Feulen, André *Origer* de Marnach, Louis *Tibesar* d'Ingeldorf, Pierre *Welter* de Luxembourg et Ernest *Wurth* de Wormeldange, récipiendaires pour le deuxième examen du doctorat en droit.

L'examen écrit aura lieu pour tous les récipiendaires le lundi, 19 décembre 1932, de 9 h. du matin à midi et de 3 à 6 h. de relevée.

Les épreuves orales sont fixées comme suit : pour Mlle *Gehlen* au jeudi, 22 décembre, pour Mlle *Glesener* au samedi, 24 décembre, pour M. *Haas* au mardi, 27 décembre, pour M. *Majerus* au jeudi, 29 décembre, pour M. *Metzler* au samedi, 31 décembre 1932, pour M. *Neuman* au lundi, 2 janvier 1933, pour M. *Origer* au jeudi, 5 janvier, pour M. *Tibesar* au samedi, 7 janvier, pour M. *Welter* au lundi, 9 janvier, pour M. *Wurth* au jeudi, 12 janvier, pour M. *Bauler* au samedi, 14 janvier, pour M. *Beffort* au lundi, 16 janvier et pour M. *Cahen* au jeudi, 19 janvier 1933, chaque fois à 3 h. de l'après-midi. — 30 novembre 1932.

Etat de la situation annuelle de la Caisse de prévoyance des employés communaux pour l'année 1931, publié en conformité de l'art. 36 de l'arrêté grand-ducal du 11 décembre 1912.

En 1931 la Caisse de prévoyance comptait 1412 membres, dont 181 veuves. A ce chiffre vient s'ajouter celui des sages-femmes par 176.

Le nombre des pensionnés à la fin de l'exercice 1931 était de 367 ; ce chiffre est le même que celui de l'exercice 1930. 22 pensionnés sont décédés dans le courant de l'année 1931. L'import total des pensions en cours à la date du 1^{er} janvier 1932 est de fr. 2.063.000, soit fr. 13.000 de moins que le montant au 1^{er} janvier 1931. Ce montant a été établi sur la base d'un nombre-indice de 750 points.

Les secours pour décès liquidés en 1931, s'élèvent à fr. 149.050, à savoir :

- a) 28 secours de fr. 3.600 (décès de membres) ;
- b) 16 secours de fr. 2.400 (décès de femmes de membres) ;
- c) 4 secours de fr. 1.600 (décès de femmes de membres en 1930) ;
- d) 1 secours de fr. 1.200 (décès d'un enfant de 12 à 18 ans) ;
- e) 3 secours de fr. 750 (décès d'enfants de moins de 12 ans).

Le montant total des secours pour décès, liquidés en 1930, s'élevait à fr. 102.900.

Les secours versés aux membres malades (moitié des frais sanitaires), conformément au règlement du 17 avril 1915, ont été de fr. 50.447,74 contre fr. 49.486,85 en 1930.

Des secours extraordinaires, au montant total de 2.600 fr. ont été alloués suivant délibération du 26 novembre 1931 à un certain nombre de veuves de gardes forestiers âgées ou infirmes et qui touchaient sur la caisse de la ci-devant mutualité des préposés forestiers des subventions annuelles de fr. 150.

L'actif de la Caisse, qui à la fin de l'année 1931 se monte à fr. 12.096.807,09, se décompose comme suit :

1) Commune de Bettembourg : Emprunt 3,5% du 15 mars 1894 :		
5 obligations de 100 fr. reprises au cours de 94% .. fr.	470 —	Intérêts à recevoir.
15 obligations de 500 fr. reprises au cours de 94% .. »	7.050 —	
	7.520 —	
Intérêts courus au 31 décembre..... fr.		210 —
2) Commune de Steinfort : Sections de Hagen et Steinfort :		
Emprunts 3,5% des 1 ^{er} juillet 1896 et 27 mai 1900 :		
5 obligations de 100 fr. reprises au cours de 97% .. »	485 —	
12 obligations de 200 fr. reprises au cours de 97% .. »	2.328 —	
5 obligations de 400 fr. reprises au cours de 97% . »	1.940 —	
	4.753 —	
Intérêts courus		82 53
3) Bons de Caisse 4,5% des Minières et Chemins de fer Prince Henri :		
35 bons achetés au cours de 928 fr. fr.	32.480 —	
15 bons achetés au cours de 926 fr. »	13.890 —	
5 bons achetés au cours de 920 fr. »	4.600 —	
20 bons achetés au cours de 915 fr. »	18.300 —	
20 bons achetés au cours de 905 fr..... »	18.100 —	
10 bons achetés au cours de 900 fr. »	9.000 —	
6 bons achetés au cours de 895 fr. »	5.370 —	
8 bons achetés au cours de 880 fr. »	7.040 —	
	108.780 —	
Ces titres sont remboursables depuis le 1 ^{er} juin 1928.		

	Report	121.053 —	292 53
4) Crédit foncier de l'Etat, obligations 3,5% :			
23 obligations de 1.000 fr. reprises en 1913 au pair.. fr.		23.000 —	
20 obligations de 500 fr. reprises en 1913	»	10.000 —	
20 obligations de 1.000 fr. achetées au cours de 62% .	»	12.400 —	
1 obligation de 200 fr. achetées au cours de 71% ..	»	142 —	
63 obligations de 500 fr. achetées au cours de 71% ..	»	22.365 —	
19 obligations de 1.000 fr. achetées au cours de 71%	»	13.490 —	
4 obligations de 200 fr. achetées au cours de 72% ..	»	576 —	
4 obligations de 500 fr. achetées au cours de 72% ..	»	1.440 —	
34 obligations de 1.000 fr. achetées au cours de 72%	»	24.480 —	
		107.893 —	
Intérêts courus			1.229 37
5) Dette Nationale : Emprunt 3,5% de 1894 :			
5 obligations de 2.000 fr. reprises au cours de 97% fr.		9.700 —	
1 obligation de 1.000 fr. reprise au cours de 97% ..	»	970 —	
3 obligations de 500 fr. reprises au cours de 97% ..	»	1.455 —	
23 obligations de 100 fr. reprises au cours de 97% ..	»	2.231 —	
26 obligations de 1.000 fr. achetées au cours de 60%	»	15.600 —	
1 obligation de 2.000 fr. achetée au cours de 70%	»	1.400 —	
		31.356 —	
Intérêts courus			249 66
6) Emprunt grand-ducal, obligations 4% de 1916 :			
57 obligations de 5.000 fr. achetées au cours de 100% fr.		285.000 —	
1 obligation de 1.000 fr. achetées au cours de 100%	»	1.000 —	
		286.000 —	
Intérêts courus			1.906 66
7) Emprunt grand-ducal 4,5% de 1919 :			
218 obligations de 1.000 fr. achetées au pair	fr.	218.000 —	
13 obligations de 200 fr. achetées au cours de 81% ..	»	2.106 —	
67 obligations de 500 fr. achetées au cours de 81% .	»	27.135 —	
66 obligations de 1.000 fr. achetées au cours de 81%	»	53.460 —	
		300.701 —	
Intérêts courus			2.400 75
8) Ville de Luxembourg . Emprunt 3,5% de 1892 :			
2 obligations de 1.000 fr. reprises au cours de 97% fr.		1.940 —	
8 obligations de 500 fr. reprises au cours de 97%	»	3.880 —	
4 obligations de 1.000 fr. reprises au cours de 60%	»	2.400 —	
		8.220 —	
9) Ville de Luxembourg : Emprunt 5,5% de 1921 :			
453 obligations de 1.000 fr. achetées au pair	fr.	453.000 —	
16 obligations de 500 fr. achetées au pair	»	8.000 —	
		461.000 —	
Intérêts courus			10.564 57
	fr.	1.316.223 —	16.643 54

	<i>Report</i>	1.316.223 —	16.643 54
10) Emprunt grand-ducal : obligations 6% de 1922 :			
576 titres à 1.000 fr. achetés au pair	fr. 576.000 —		
269 titres à 3.000 fr. achetés au pair	» 807.000 —		
7 titres à 200 fr. au cours de 97%	» 1.358 —		
43 titres à 500 fr. au cours de 97%	» 20.855 —		
18 titres à 1.000 fr. au cours de 97%	» 17.460 —		
1 titre à 3.000 fr. au cours de 97%	» 2.910 —		
	<hr/>	1.425.583 —	
Intérêts courus			35.672 50
11) Emprunt belgo-luxembourgeois : obligations 6% de 1922 :			
50 titres de 1.000 fr. achetés au cours de 83,5% ...	fr. 41.750 —		
100 titres de 1.000 fr. achetés au cours de 62%	» 62.000 —		
100 titres de 1.000 fr. achetés au cours de 60%	» 60.000 —		
20 titres de 1.000 fr. achetés au cours de 60,5% ...	» 12.100 —		
80 titres de 1.000 fr. achetés au cours de 58%	» 46.400 —		
100 titres de 1.000 fr. achetés au cours de 53%	» 53.000 —		
	<hr/>	275.250 —	
Intérêts courus			2.250 —
12) Chemins de fer et minières Prince Henri : obligations 3% :			
138 obligations de 500 fr. achetées au cours de 235 fr. fr.	32.430 —		
	<hr/>	32.430 —	
Intérêts courus			690 —
13) Emprunt grand-ducal 5% des Logements populaires d'une valeur nominale de fr. 1.000.000 :			
200.000 fr. 20 titres de 9.675 fr. =	fr. 193.500 —		
500.000 fr. 50 titres de 9.652,50 fr. =	» 482.625 —		
300.000 fr. 30 titres de 9.590,30 fr. =	» 287.708 35		
	<hr/>	963.833 35	
Intérêts courus			16.041 66
14) Emprunt grand-ducal 5% en florins :			
7.000 fl. ou 101.010 fr. achetés à raison de	fr. 97.341 95	97.341 95	
Intérêts courus			1.683 50
15) Obligations foncières 5% de l'Etat grand-ducal :			
Série H, 4 titres de 1.000 fr.	fr. 4.000 —		
1 titres de 5.000 fr.	» 5.000 —		
193 titres de 10.000 fr.	» 1.930.000 —		
	<hr/>	1.939.000 00	
Intérêts courus			12.118 75
16) Emprunt 6% commune de Sanem :			
199 titres à 1.000 fr.	fr. 199.000 —		
	<hr/>	199.000 —	
Intérêts courus			995 —
17) Emprunt 5,5% ville d'Esch :			
250.000 fr. au cours de 95,5%	fr. 238.750 —		
	<hr/>	238.750 —	
Intérêts courus			6.875 —
		<hr/>	
		fr. 6.487.411 30	92.969 95

Caisse de secours.

18) Obligations foncières 5% de l'Etat grand-ducal :		<i>Report</i>	6.487.411 30	92.969 95
Série H, achetées au pair :				
2 titres à 1.000 fr. fr.	2.000	—		
29 titres à 10.000 fr. »	290.000	—		
			292.000	—
Intérêts courus				1.825 —
19) Emprunt grand-ducal obligations 6% de 1922 :				
48 obligations de 200 fr. achetées au pair .. fr.	9.600	—		
40 obligations de 500 fr. achetées au pair .. »	20.000	—		
58 obligations de 1.000 fr. achetées au pair .. »	58.000	—		
20 obligations de 3.000 fr. achetées au pair .. »	60.000	—		
			147.600	—
Intérêts courus				3.690 —
20) Emprunt grand-ducal de 1916 obligations 4% :				
16 obligations de 5.000 fr. achetées au pair .. fr.	80.000	—		
			80.000	—
Intérêts courus				533 33
21) Chemins de fer Guillaume-Luxembourg obligations 3% :				
140 obligations achetées au cours de 245	34.300	—		
25 obligations achetées au cours de 244,5	6.112	50		
20 obligations achetées au cours de 240,50	4.810	—		
			45.222	50
Intérêts courus				462 50
22) Obligations foncières 5%, Série H :				
achetées au pair 50 titres de 10.000	500.000	—		
			500.000	—
Intérêts courus				3.125 —
23) Emprunt Belgo-Luxembourgeois de 1922 obligations 6% :				
15 titres de 1.000 fr. achetées à 72%	10.800	—		
35 titres de 1.000 fr. achetés à 71,90%	25.165	—		
			35.965	—
Intérêts courus				250 —
24) Ville d'Esch emprunt 5,5% :				
250.000 fr. au cours de 95,50%	238.750	—		
			238.750	—
Intérêts courus				6.875 —
	Total	fr.	7.826.948 80	109.730 78
	A. Titres	»	7.826.948 80	
	B. Prêts.			
Prêt consenti en 1915 à la ville de Luxembourg :				
Capital prêté	500.000	—		
Amortissement	110.236	07		
			389.763	93
Capital redu	fr.	389.763 93	fr.	389.763 93
			fr.	8.216.712 73

724

C. Immeuble.

Report fr. 8.216.712 73

Immeuble pour l'installation des bureaux :

Prix d'achat fr. 225.000 —

Frais de raccordement à l'égout » 5.000 —

fr. 230.000 —

A déduire : Amortissement 2 × 10.000 = » 20.000 —

» 210.000 —

D. Mobilier fr. 20.000 —

Amortissement 2 × 2.000 = » 4.000 —

» 16.000 —

fr. 8.442.712 73

E. Placements provisoires.

Dépôts à la Caisse d'épargne :

Compte A section caisse de retraite fr. 741.967 84

Compte B section caisse de secours..... » 24.057 27

Avoir au compte-chèque au

31 décembre 1931 : Compte n° 242 fr. 315.978 88

Compte n° 393 » 106.371 17

» 1.188.375 16

F. Cotisations restant à recouvrer

au 31 décembre 1931 » 2.355.988 42

G. Intérêts à recevoir » 109.730 78

fr. 12.096.807 09

A la date du 10 septembre 1932 les arriérés se réduisent à fr. 39.647,38.

Note.

Obligations sorties au tirage :

		Bénéfice réalisé
5. Dette nationale : emprunt 3,5% 1894	1.600 — fr.	48 —
7. Dette nationale : emprunt 4,5% 1919	4.000 — »	380 —
6. Dette nationale : emprunt 4% 1916	5.000 — »	—
10. Dette nationale : emprunt 6% 1922	3.000 — »	—
12. Obligations des chemins de fer et minières Prince Henri	982 17 »	512 17
Ville de Diekirch : emprunt 7% 1927	131.000 — »	—
Ville de Grevenmacher : emprunt 7% 1927.....	183.000 — »	—
16. Emprunt 6% commune de Sanem.....	1.000 — »	—
19. Emprunt grand-ducal 6% de 1922	1.200 — »	—
21. Obligations 3% des chemins de fer Guillaume-Luxembourg	1.483 65 »	762 15

Total fr. 1.702 32

725

Compte.

I. — CAISSE DE RETRAITE.

A. Recettes.

a) Recettes ordinaires.

1. Retenues ordinaires à 7,25% des traitements (à charge des communes)	fr.	1.362.618 15
2. Retenues dues par les affiliés volontaires (art. 11)	»	11.348 58
3. Retenues extraordinaires à 1% des traitements (art. 26)	»	1.809 21
4. Retenues extraordinaires à 2% des traitements (art. 26)	»	561 05
5. Contributions de l'Etat à raison de 5,25%	»	1.060.102 46
6. Intérêts de capitaux ..	»	371.397 29
7. Loyer	»	12.690 —
		fr. 2.820.526 74

b) Recettes extraordinaires.

8. Contribution pour le rachat des années de service antérieur :		
Part des employés	fr.	1.548 45
Part des communes	»	26.533 80
Part de l'Etat	»	262.627 28
9. Bénéfice réalisé sur les obligations remboursées par suite de tirage (voir note ci-avant)	»	940 17
10. Recettes diverses et imprévues	»	31.357 80
		» 323.007 50
c) Excédent d'actif au 31 décembre 1930	fr.	9.302.655 95
		fr. 12.446.190 19

B. Dépenses.

1. Pensions allouées	fr.	2.038.091 43
2. Restitution de retenues à divers	»	106 15
3. Dépenses accessoires et diverses	»	625 25
4. Frais d'administration comprenant les jetons de présence du Conseil, le traitement du secrétaire-trésorier, les frais du chauffage, éclairage, nettoyage, fournitures d'imprimés, mobilier etc. s'élevant en total à fr. 68.894,79 dont fr. 61.194,79 à charge de la caisse de retraite et fr. 7.700 à charge de la caisse de secours, parts fixées au prorata des recettes ordinaires des deux caisses	»	61.194 79
5. Entretien du mobilier et bâtiment	»	954 67
6. Amortissement (10.000 + 2.000)	»	12.000 —
Total des dépenses au 31 décembre 1931.	»	2.112.972 59
Avoir au 31 décembre 1931	fr.	10.333.217 60

II. — CAISSE DE SECOURS.

A. Recettes.

a) Recettes ordinaires.

1. Cotisations des membres de la Caisse de secours (art. 41 de la loi du 7 août 1912)	fr.	89.722 —
2. Contribution de l'Etat pour la Caisse de secours y comprise celle pour les sages-femmes	»	99.843 94
3. Contributions des communes pour les sages-femmes	»	94.224 41
4. Intérêts de capitaux	»	72.607 62
5. Bénéfice réalisé sur obligations remboursées	»	762 15
	fr.	357.160 12
b) Excédent d'actif au 31 décembre 1930	»	1.504.472 56
Total au 31 décembre 1931	fr.	1.861.632 68

B. Dépenses.

1. Secours accordés :		
a) pour décès de membres	fr.	149.050 —
b) pour maladie de membres	»	50.447 74
c) secours extraordinaires alloués à un certain nombre de membres de l'ancienne mutualité des agents forestiers ...	»	2.600 —
2. Part de la Caisse de secours dans les frais d'administration (voir supra)	»	7.700 —
3. Dépenses accessoires	»	1.707 53
	»	211.505 27
Total des dépenses au 31 décembre 1931	fr.	1.650.127 41

Avoir de la Caisse de Prévoyance au 31 décembre 1931.

A. Caisse de retraite	fr.	10.333.217 60
B. Caisse de secours	»	1.650.127 41
	fr.	11.983.345 01

Bilan.

Actif.	fr.	Passif.	fr.
1. Titres	7.826.648 80	1. Fonds de réserve formé par l'excédent de recettes de l'exercice 1931	11.983.345 01
2. Prêts	389.763 93	2. Comptes transitoires :	
3. Immeuble et mobilier	226.000 —	Intérêts à recevoir	109.730 78
4. Placements provisoires	1.188.375 16	3. Dépenses effectuées après le 31 décembre 1931	3.731 30
5. Recouvrements restant à faire après le 31 déc. 1931 (voir supra)	2.355.988 42		
6. Intérêts courus	109.730 78		
	Total		Total
	12.096.807 09		12.096.807 09

Postes et télégraphes. — Port des journaux. — La faveur prévue par l'art. 146, al. 2, du règlement général sur le service interne des postes du 28 juin 1930 pour les journaux proprement dits, par rapport à l'espace pouvant être consacré à des annonces ou à des réclames commerciales, n'est applicable qu'aux éditions régulières tombant sous l'abonnement. Les éditions spéciales paraissant en dehors de l'abonnement et ayant essentiellement un caractère de réclame sont soumises au port ordinaire des imprimés. — 28 novembre 1932.

Avis. — Titres au porteur. — Il résulte d'une notification de l'huissier Jean Becker à Dudelange, en date du 23 novembre 1932, qu'il a été formulé opposition au paiement des neuf coupons suivants d'obligations du Crédit foncier à l'échéance du 15 novembre 1932 :

Coupon n° 3 des obligations foncières 5^oo, série H, Lit. B, nos 253, 254, 255 et 256.

Coupon n° 3 des obligations communales 5^oo, série V, Lit. C, nos 1976, 1984, 1985, 1986 et 1987.

L'opposant prétend que les coupons en question ont été perdus.

L'insertion au *Mémorial* du présent avis est faite en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891, concernant la perte de titres au porteur. — 24 novembre 1932.

Avis. — Emprunt grand-ducal 5^o de 1931 (Logements populaires).

Le tirage au sort des obligations de l'Emprunt grand-ducal 5^o de 1931, remboursables le 15 janvier 1933, a donné le résultat suivant :

Obligations remboursables le 15 janvier 1933.

Lit. A. — 259 obligations.

59	1312	2365	3710	4933	6024	7182	8284	9497	10638
95	1373	2411	3760	4951	6047	7195	8329	9524	10674
106	1397	2423	3763	5047	6062	7293	8353	9530	10701
169	1407	2471	3773	5067	6113	7322	8384	9544	10711
180	1454	2580	3819	5070	6127	7351	8444	9563	10742
204	1469	2589	3827	5072	6169	7368	8519	9567	10765
305	1476	2642	3834	5091	6213	7430	8535	9659	10877
374	1505	2680	3849	5123	6218	7463	8569	9679	10928
389	1508	2785	3853	5132	6302	7675	8672	9682	10931
391	1659	2791	3956	5205	6310	7750	8703	9754	10982
400	1733	2798	4073	5220	6319	7764	8749	9919	11036
509	1734	2848	4101	5227	6327	7829	8791	9953	11050
559	1784	2998	4140	5284	6337	7834	8809	9965	11059
603	1800	3048	4186	5325	6388	7847	8827	10077	11079
609	1804	3052	4189	5414	6488	7931	8863	10112	11170
674	1821	3182	4193	5592	6509	7952	8911	10223	11210
694	1972	3188	4295	5635	6640	7962	8973	10237	11236
718	1996	3191	4464	5730	6692	7999	8988	10269	11292
779	2089	3323	4473	5803	6777	8035	9011	10275	11350
853	2152	3334	4474	5811	6826	8067	9107	10324	11370
885	2180	3354	4547	5856	6900	8146	9150	10392	11423
1007	2206	3409	4569	5866	6968	8195	9191	10492	11432
1017	2250	3420	4575	5903	7020	8204	9260	10513	11460
1063	2267	3437	4723	5923	7091	8220	9282	10524	11530
1136	2298	3506	4813	5950	7106	8270	9333	10533	11552
1160	2329	3531	4815	5990	7151	8277	9336	10552	

728

Lit. B. 48 obligations.

25	386	541	731	1000	1211	1411	.718	1894	2160
30	397	605	748	1013	1236	1425	1741	1965	2244
122	459	634	776	1080	1277	1522	1798	2021	2352
223	520	649	820	1106	1327	1609	1845	2143	2425
246	533	713	989	1119	1385	1658	1858		

Lit. C. 3 obligations.

15 36 97

Les obligations suivantes, sorties au tirage antérieur et remboursables depuis de 15 janvier 1932, n'ont pas encore été présentées au remboursement.

Lit. A.

980 1273 1909 2000 2139 2613

Lit. B.

282

Le remboursement se fera sans frais entre les mains du porteur à Luxembourg, à la Recette générale et aux caisses des comptables de l'administration des postes et des télégraphes du Grand-Duché, en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Les intérêts cesseront de courir à partir du jour de l'échéance des titres. — 25 novembre 1932.

Avis. — Circulation des automobiles. — Par disposition de M. le Directeur général des travaux publics, en date du 25 novembre 1932, le Touring Club Luxembourgeois a été délégué au même titre que l'Automobile Club Luxembourgeois pour délivrer les certificats internationaux de route et les permis de conduire internationaux prescrits par les art. 4, 5, 6 et 7 de la Convention internationale relative à la circulation automobile, approuvée par la loi du 19 février 1929. — 25 novembre 1932.

Avis. — Laiteries coopératives. — Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la laiterie coopérative de Grindhausen a déposé au secrétariat communal de Heinerscheid l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les nom, profession et domicile des administrateurs et de tous les associés. — 25 novembre 1932.

Avis. — Règlements communaux. — En séance du 19 juillet 1932, le conseil communal de Remich a édicté un règlement sur la circulation dans cette ville. — Le dit règlement a été dûment publié.

— En séance du 16 septembre 1932, le conseil communal de Differdange a édicté un règlement sur les déclarations d'arrivée et de départ dans cette commune. — Le dit règlement a été dûment publié.

— En séance du 16 septembre 1932, le conseil communal de Differdange a édicté un règlement sur les jeux et amusements publics à organiser dans cette commune. — Le dit règlement a été dûment publié.

— En séance du 9 juillet 1932, le conseil communal de Bettembourg a modifié le règlement sur le cimetière de cette commune. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 22 novembre 1932.

— En séance du 6 août 1932, le conseil communal de Redange a édicté un règlement sur les foires et marchés de cette commune. — Le dit règlement a été dûment approuvé et publié. — 24 novembre 1932.

